

De partout au Canada, le 8 avril 2021

L'honorable Chrystia Freeland, vice-première ministre et la ministre des Finances du Canada

Objet : Renouvellement de l'Accord sur la relance sécuritaire pour le transport collectif canadien

À la ministre des Finances, madame Chrystia Freeland

Avec la fin de l'Accord sur la relance sécuritaire ce 31 mars dernier et avec un budget à paraître ce 19 avril, la Coalition pour le transport collectif canadien, composée de travailleurs et d'usagers des quatre coins du pays, est de plus en plus préoccupée par la place qu'occupera le transport en commun dans nos communautés à la sortie de la pandémie.

Notre coalition vous a écrit une lettre en décembre dernier, soulignant le besoin pressant pour un financement d'urgence afin de minimiser les effets des pertes financières subies pendant la crise sanitaire sur les services de transport en commun. Selon Probe Research, [78%](#) des Canadiens et des Canadiennes soutiennent l'idée d'un financement public pour éponger les pertes. La crise sanitaire perdure et l'aide d'urgence demeure nécessaire.

Nous avons été encouragés par les annonces de votre gouvernement en faveur du transport collectif – notamment les 14,9 milliards de dollars promis pour des projets d'infrastructures sur huit ans. Cela prouve que votre gouvernement reconnaît le rôle essentiel que joue le transport collectif dans la vie quotidienne des travailleurs et des Canadiens. À l'approche du budget, nous vous rappelons que les dépenses en infrastructures à elles seules ne garantissent pas des services de transport collectif sécuritaires, abordables et fiables. Les nouveaux projets de transport en commun n'auront pas nécessairement l'effet escompté sur la relance si les organismes publics de transport en commun manquent de fonds pour financer les opérations.

Des millions de travailleurs, des personnes à faible revenu, des personnes à mobilité réduite et de nouveaux arrivants dépendent d'un accès à des services de transport collectif abordables et fiables pour se rendre au travail et accéder à des services. Si le transport collectif est dépourvu de financement adéquat dédié à l'exploitation, ces services essentiels seront grandement affectés, voire interrompus. Ceci nuira assurément à la santé et à la qualité de vie de nos citoyens les plus vulnérables.

Les États-Unis ont reconnu cela et le président nouvellement élu, Joe Biden, a promulgué une loi accordant quelque 30 milliards de dollars supplémentaires aux agences de transport en commun qui ont vu leurs revenus dédiés aux opérations être grandement affectés. Surtout, ce geste reconnaît que tout effort de relance qui se veut fort et équitable doit inclure un financement dédié aux dépenses d'exploitation pour que le transport en commun demeure accessible à tous et à toutes.

La fin du financement accordé par l'Accord sur la relance sécuritaire signifie la fin d'un financement d'urgence stable pendant cette période difficile. Sans garantie d'un revenu pour le financement dédié à l'exploitation, il y a non seulement un risque pour les emplois des travailleurs du transport en commun, mais aussi pour ceux de millions de travailleurs

essentiels qui dépendent du transport collectif pour se rendre à leur emploi. C'est l'antithèse même de ce que devrait être un programme de relance économique solide.

Ainsi, nous exhortons votre gouvernement à tendre de nouveau la main aux provinces et aux municipalités afin de renouveler l'entente prévue dans l'Accord sur la relance sécuritaire dans votre prochain budget fédéral. Nous vous demandons également d'étendre l'accord pour inclure un financement permanent dédié à l'exploitation au-delà de la crise sanitaire, ce qui permettrait d'accorder plus de possibilités aux municipalités dans leur conception et la mise en place de leurs réseaux. N'oublions pas que les municipalités jouent un rôle primordial dans le redémarrage de l'économie, et ce financement accru sera essentiel pour créer des emplois, assurer la santé de nos communautés et atteindre nos objectifs de diminution de GES.

Nous attendons avec intérêt votre réponse et un engagement clair à adopter ces mesures.

Solidairement,

La coalition pour le transport collectif canadien
The Keep Transit Moving Coalition